

Le FMI cherche à démystifier les délocalisations



WASHINGTON (AFP) - La tempête médiatique autour des délocalisations, en particulier celles des services vers les pays en développement, qui aurait coûté des milliers d'emplois dans les pays riches, est largement exagérée, selon une étude du Fonds monétaire international.

Intitulée "démystifier les délocalisations", l'étude parue dans le numéro de décembre de la revue Finance et Développement du FMI, affirme que "dans leur ensemble les délocalisations n'apparaissent pas comme ayant conduit à la perte nette d'emplois, car les emplois perdus dans un secteur sont souvent compensés par la création d'emplois dans d'autres secteurs en croissance". On ne peut pas vraiment parler de "gagnants et de perdants", selon les auteurs de l'étude Amiti Mary et Shang-Jin Wei.

Les Etats-Unis, où les délocalisation, bête noire de l'opposition démocrate ont été un enjeu majeur de la campagne électorale, sont le plus grand importateur, en valeur, de services aux entreprises selon les chiffres officiels du FMI. Ces services incluent les activités de comptabilité-gestion, centres d'appels, activités de consultants et autres services informatiques.

En terme de part du PIB en revanche, la palme d'or revient aux petits pays, l'Angola en tête dont les délocalisations de services aux entreprises représentent 44,5% du PIB en 2003, contre à peine 0,4% pour les Etats-Unis.

Pour les délocalisations de services informatiques, le Luxembourg se classe au 1er rang (1,06% du PIB) suivi par le Guyana, la Belgique, la Croatie et la Suède. "Ce n'est pas surprenant puisque les pays industriels ont la capacité de produire chez eux une large part des services dont ils ont besoin, alors que de nombreux pays en développement ne l'ont pas", selon l'étude.

Si l'on observe les services en rapport avec l'éducation, les services financiers, l'assurance ou les télécommunications, le principal fournisseur des Américains est en fait leur voisin le Canada, font encore remarquer les experts du FMI.

Outre la réduction des coûts, premier effet attendu des délocalisations vers des pays à main d'oeuvre moins chère, le recours accru à ce type de pratique dans le secteur des services "va main dans la main" avec l'augmentation de la productivité, selon l'étude.

"Par exemple, expliquent ses auteurs, une société peut être amenée à se séparer de certains employés parce qu'elle importe des services de technologie de l'information, mais du fait qu'elle augmente ainsi son efficacité, elle peut décider d'étendre ses activités de recherches et de développement et par conséquent créer de nouveaux emplois".

Autre démonstration développée dans l'étude pour étayer les bienfaits de la délocalisation : une entreprise qui délocalise devient plus productive et réduit ses coûts de production et peut donc fournir des produits moins chers à d'autres secteurs qui à leur tour peuvent réduire leurs prix, ce qui peut conduire à la hausse de la demande pour leurs produits. Et là encore, la réponse à la hausse de la demande peut, en principe, entraîner des créations d'emplois susceptibles de compenser les pertes dues à la délocalisation.

En conclusion, l'étude qui a examiné l'ensemble de la situation dans une centaine de secteurs de l'industrie américaine, affirme qu'il n'y a pas eu de perte d'emploi au sens large causée par les délocalisations. Les coupes dans un secteur ont été compensées par des créations dans d'autres.